



Ce GT portant sur l'agenda social du second semestre 2021 devait permettre aux différents partenaires du dialogue social de s'organiser et de programmer leurs agendas.

Or, à la lecture des documents fournis, rien de tout cela n'est possible, excepté pour les CAP. Pour les groupes de travail censés **concerter et donner un avis sur des mesures de recul des services publics et donc de la république, ou encore sur des mesures de régression des droits et garanties des agents, excepté le titre rien de nouveau. Il s'agit d'un recul du dialogue social. Comment pouvons-nous organiser des discussions en interne si aucun calendrier fiable n'est proposé ?**

De plus comment parler de dialogue social quand vous convoquez des disciplines les 20 et 21 juillet, en plein milieu des vacances scolaires ? Aucun échange, aucune information pour connaître les disponibilités, il est plus simple d'imposer que dialoguer !

Idem pour les GT sur les tableaux d'avancements, bien que l'arrêté ministériel soit sorti le 31 mars, vous avez préféré continuer à convoquer des GT sur le NRP et la démétropolisation, plutôt que de vous occuper des agents de la DGFIP. Encore un bel exemple d'un dialogue social proche des agents...

**La CGT Finances Publiques vous a déjà fait valoir sa conception du dialogue social, il ne correspond en rien à ce qui est prévu à ce GT.**

**La CGT Finances Publiques est un syndicat, pas un « partenaire ».** Son rôle, et celui de ses représentants, est bien d'assurer la défense collective et individuelle des intérêts des agents des finances publiques. Mais au-delà de ce rôle premier, la CGT Finances Publiques porte des valeurs et un projet de société dans lequel les services publics sont indispensables, ils sont la richesse de celles et ceux qui n'en ont pas, ils assurent la présence de la République partout sur le territoire, ils réduisent les inégalités, ils ont vocation à rendre notre société plus juste et équitable.

**La CGT Finances Publiques est un syndicat représentatif de la DGFIP,** et les agents, qui lui donnent mandat rejettent massivement toutes les contre-réformes de ces dernières années, et en tout premier lieu le NRP et la loi de transformation de la fonction publique.

La CGT Finances Publiques a démontré auprès des agents pendant des mois de crise sanitaire qu'elle ne se cache pas derrière le dogme de la chaise vide. Bien au contraire, lorsque justement il ne s'agit pas uniquement d'entériner juridiquement par une instance des projets politiques mortifères pour la DGFIP et ses agents, qui, eux, relèvent de dogmes libéraux, la CGT Finances Publiques participe alors au dialogue social.

La CGT Finances Publiques se montre déterminée à la défense des intérêts collectifs et individuels des agents et des services publics de la DGFIP.

Pour la CGT Finances Publiques, d'autres choix sont possibles, ils sont mêmes nécessaires et vitaux à l'aune de cette crise sanitaire !

[Télécharger gt\\_du\\_29\\_juin\\_2021\\_agenda\\_social.pdf](#) (318.14 Ko)

**Public:** [Infos / actions](#)

[GT 2021](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

**fichiers:**

Leave this field blank

---